

Forum : Forum Citoyen sur la Gouvernance

Thématique : Vers une nouvelle gouvernance plus horizontale à toutes les échelles pour réenchanter le monde de demain ?

Nom de la Citoyenne : Lola Salabert-Iglesias

Situation familiale ○ Marié/en couple ● Célibataire ○ Avec enfants, si oui combien	Niveau d'étude ○ Primaire ○ Secondaire ● Universitaire
---	---

1. De quelle manière êtes-vous concernée par le sujet ?

J'ai 21 ans et je suis activiste pour les droits humains alors, je suis directement concernée par cette question, car je défends les personnes dont les droits fondamentaux sont menacés ou ne sont pas respectés. Je m'oppose au régime de Nayib Bukele et à certaines de ses politiques, notamment les arrestations massives et les conditions dans lesquelles certains prisonniers sont détenus. Je comprends que la lutte contre les gangs et la criminalité est importante pour protéger la population, mais la sécurité ne peut jamais être une excuse pour supprimer les droits fondamentaux.

Même lorsqu'une personne est soupçonnée d'avoir commis un crime, elle reste un être humain et doit être traitée avec dignité. Pour moi, les droits les plus importants dans cette situation sont le droit à un procès équitable, à la présomption d'innocence, à un avocat, à être informé des accusations portées contre soi et à ne pas être détenu arbitrairement. Dans les prisons, je pense que il serait très important de garantir le droit à l'intégrité physique et morale, à la santé, à l'alimentation et à l'eau, à l'hygiène, ainsi que le droit de ne pas subir de torture ou de traitements cruels, inhumains ou dégradants. Le droit de communiquer avec sa famille est également essentiel.

Depuis l'état d'exception de mars 2022, plus de 90 000 personnes auraient été arrêtées, dont plus de 3 000 enfants, selon Human Rights Watch. Amnesty International et Cristosal ont aussi dénoncé des détentions arbitraires, des mauvais traitements et des problèmes concernant le droit à un procès équitable. Cristosal a notamment documenté au moins 265 décès en détention après deux ans d'état d'exception.

Je sais que certains vont dire que la situation du Salvador s'est améliorée et que la lutte contre les gangs était nécessaire. Je peux comprendre cet argument. Mais je pense qu'on ne peut pas arrêter la violence et la répression avec encore plus de violence et de répression. La sécurité est importante, mais elle ne devrait pas faire disparaître les droits fondamentaux.

Pour moi, la présomption d'innocence, le droit à un procès équitable, à un avocat et à connaître les accusations sont essentiels. Ce qui me touche surtout, ce sont les familles qui ne savent pas quand elles vont revoir un proche. Derrière les chiffres, il y a toujours une vraie personne : un père, une mère, un frère ou un enfant. J'ai aussi entendu parler de familles dont un proche a été arrêté alors qu'elles affirment qu'il est innocent. Ces histoires montrent que les conséquences ne concernent pas seulement les personnes arrêtées, mais aussi leurs proches.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

En tant qu'activiste, je pense qu'il est important de ne pas rester silencieux face à ce qui se passe. Je veux dénoncer la répression au Salvador et demander que certaines décisions du gouvernement changent quand elles ne respectent pas les droits humains. Pour cela, je proposerais plusieurs choses.

Je proposerais d'abord une commission indépendante pour surveiller les prisons, avec des avocats, des médecins et des défenseurs des droits humains. Elle pourrait visiter les prisons régulièrement, même sans prévenir, pour vérifier les conditions de vie et écouter les prisonniers. Les résultats devraient être publics.

Je proposerais aussi de réexaminer les dossiers des personnes arrêtées. Avec plus de 90 000 arrestations depuis 2022, chaque personne devrait être regardée individuellement. Les détenus devraient connaître les accusations contre eux et pouvoir parler avec un avocat. Une aide juridique gratuite pourrait aussi aider les prisonniers et leurs familles à comprendre leurs droits et les démarches à faire.

Enfin, en tant qu'activiste, je continuerais à sensibiliser les autres avec des campagnes, des conférences ou les réseaux sociaux. Je voudrais surtout donner la parole aux familles concernées et écouter leurs histoires plutôt que parler à leur place.

Pour moi, le Salvador doit pouvoir lutter contre les gangs et protéger sa population, mais sans oublier les droits des personnes arrêtées. On peut vouloir plus de sécurité tout en respectant la dignité et la justice de chaque personne.